

N° 2459.

ITALIE ET ROUMANIE

Convention sanitaire vétérinaire, avec
protocole final. Signés à Rome, le
25 février 1930.

ITALY AND ROUMANIA

Sanitary and Veterinary Convention,
with Final Protocol. Signed at
Rome, February 25, 1930.

N° 2459. — CONVENTION¹ SANITAIRE VÉTÉRINAIRE ENTRE LE ROYAUME D'ITALIE ET LE ROYAUME DE ROUMANIE. SIGNÉE A ROME, LE 25 FÉVRIER 1930.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères d'Italie et l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Roumanie auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 16 septembre 1930.

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE et SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE, désirant faciliter le commerce du bétail, des peaux et autres produits bruts d'animaux entre leurs territoires respectifs, en écartant, autant que possible, le danger que les épizooties, qui existeraient ou qui viendraient à éclater dans l'un de leurs territoires, s'introduisissent dans l'autre par suite du mouvement du bétail et du trafic desdits produits d'animaux, ont résolu de conclure, à cet effet un arrangement, et ont nommé pour leurs plénipotentiaires ;

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE :

Son Excellence le chevalier Benito MUSSOLINI, chef du gouvernement, premier ministre, secrétaire d'Etat ;

SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE :

Son Excellence le professeur Virgil MADGEARU, ministre des Finances et ministre pour l'Industrie et le Commerce *ad interim*.

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

L'importation, du territoire de l'une des Hautes Parties contractantes à celui de l'autre, des animaux (solipèdes, ruminants, porcs, volailles), des produits bruts d'origine animale et, en général, de tous les produits qui peuvent être véhicules de la contagion des maladies épizootiques, ainsi que l'importation de viandes fraîches ou conservées et de tous produits carnés destinés à l'alimentation, peut être limitée à des bureaux de douane ou à des ports nommément désignés, et être soumise au contrôle vétérinaire par l'Etat dans le territoire duquel l'importation doit avoir lieu.

Article 2.

Les animaux, pour être admis à l'importation, doivent être accompagnés d'un certificat d'origine et de santé.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Rome, le 16 août 1930.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2459. — SANITARY AND VETERINARY CONVENTION ² BETWEEN THE KINGDOM OF ITALY AND THE KINGDOM OF ROUMANIA. SIGNED AT ROME, FEBRUARY 25, 1930.

French official text communicated by the Italian Minister for Foreign Affairs and the Roumanian Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary accredited to the League of Nations. The registration of this Convention took place September 16, 1930.

HIS MAJESTY THE KING OF ITALY and HIS MAJESTY THE KING OF ROUMANIA, being desirous of facilitating the commerce in livestock, hides and other raw animal products between their respective territories, by eliminating as far as possible the danger of epizootic diseases, which prevail or may prevail in the territories of their respective countries, spreading to the territories of the other as a result of the movement of livestock or of the trade in the said animal products, have resolved to come to an arrangement for the purpose, and have with that object appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF ITALY :

His Excellency the Chevalier Benito MUSSOLINI, Head of the Government, Prime Minister and Secretary of State :

HIS MAJESTY THE KING OF ROUMANIA :

His Excellency Professor Virgil MADGEARU, Minister of Finance and Acting Minister of Industry and Commerce ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed as follows :

Article 1.

The importation from the territories of one of the Contracting Parties into the territories of the other Party of animals (solipeds, ruminants, swine, poultry), or raw products of animal origin, or in general, any products liable to carry epizootic diseases, as also the importation of fresh or preserved meat, or of any meat products intended for food, may be restricted to Customs offices or ports expressly designated for the purpose, and may be subjected to veterinary control by the State into the territories of which they are to be imported.

Article 2.

The animals must be accompanied by a certificate of origin and health, before they can be admitted to import.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Rome, August 16, 1930.

Ce certificat doit porter l'indication du lieu de provenance et du lieu de destination des animaux et contenir la déclaration d'un vétérinaire d'Etat ou dûment autorisé par l'Etat, attestant que la commune d'origine et le territoire traversé pour rejoindre le lieu où les animaux ont été chargés sur les wagons ou les bateaux sont indemnes des maladies contagieuses dont la déclaration est obligatoire et qui sont transmissibles aux animaux visés par le certificat.

Le certificat prévu pour l'exportation des animaux susceptibles de contracter :

- a) La peste bovine et la péripneumonie des bovins ;
- b) La dourine, la peste porcine, l'entérite infectieuse, la septicémie du porc et la clavelée ;
- c) La fièvre aphteuse et la peste aviaire ;

ne sera délivré, en ce qui concerne les animaux des espèces réceptives, que si les maladies ci-dessus mentionnées ne se sont manifestées ni dans la commune d'origine, ni dans les communes limitrophes ; pour les maladies visées à la lettre a), depuis au moins six mois ; à la lettre b), depuis au moins quarante jours ; à la lettre c), depuis au moins vingt et un jours.

Pour les solipèdes et les bovins, les certificats doivent être individuels (modèle 1). Pour les animaux des espèces ovine, caprine et porcine et pour la volaille, les certificats seront collectifs (modèle 2) ; mais le même certificat ne pourra viser que les animaux d'une même espèce, expédiés à un même destinataire et compris dans un même transport.

La validité des certificats est fixée à dix jours. Si cette durée expire pendant le transport, les animaux devront, afin que les certificats soient valables pour une nouvelle durée de dix jours, être soumis à une nouvelle visite d'un vétérinaire de l'Etat ou spécialement autorisé à cet effet par l'Etat et le résultat de cette visite sera attesté sur le certificat. Si la durée, au contraire, expirait pendant le transit des animaux à travers le territoire d'un pays tiers, la validité des certificats doit se retenir prolongée jusqu'à l'arrivée des animaux à la frontière du pays de destination.

Les résultats de la visite et le motif de la prorogation de validité seront portés sur le certificat.

Les certificats dont il s'agit seront établis d'après le modèle annexé à la présente convention (modèles N^{os} 1 et 2).

S'il s'agit de transports effectués par chemin de fer ou par bateau, les animaux doivent être soumis, avant le chargement, à la visite d'un vétérinaire de l'Etat ou spécialement autorisé à cette effet par l'Etat. Le résultat de l'inspection devra être noté sur les certificats.

Article 3.

La constatation de la rage dans la localité d'origine n'empêchera pas la délivrance du certificat d'origine et de santé prévu à l'article 2.

La constatation de cas sporadiques de charbon bactérien, de charbon bactérien, de morve, de rouget, de septicémie hémorragique n'empêchera pas non plus la délivrance du certificat, mais celui-ci devra porter mention des cas constatés.

La constatation de la gale chez le mouton et la chèvre, n'empêchera pas la délivrance du certificat pour les solipèdes et vice-versa.

Article 4.

Les produits d'origine animale, à l'état frais, pour être admis à l'importation, doivent être accompagnés d'un certificat d'origine et de salubrité, qui permet d'identification des produits et qui porte la déclaration qu'ils proviennent d'animaux indemnes de maladies contagieuses.

Ce certificat n'est pas exigé pour les produits d'origine animale qui ont subi un traitement considéré comme offrant une garantie suffisante au point de vue de la prophylaxie vétérinaire (dessication, salaison, traitement arsenical, lavage, désinfection).

Such certificate must show the place of origin and place of destination of the animals, and must contain the declaration of a Government veterinary official, or veterinary official duly authorised by the Government for the purpose, attesting that the commune of origin and the districts traversed on the way to the place where the animals were loaded on to the trucks or boats are immune from any notifiable contagious disease to which the animals covered by the certificate are susceptible.

The certificate required for the export of animals susceptible to :

- (a) Cattle plague and contagious peripneumonia of cattle,
- (b) Dourine, swine-fever, hog cholera, septicemia of swine and sheep-pox,
- (c) Foot-and-mouth disease and fowl plague,

shall not be delivered in the case of such animals, unless the aforesaid diseases have not been prevalent in the commune of origin or neighbouring communes for a period of at least six months in the case of the diseases specified under (a), forty days in the case of the diseases specified under (b), or twenty-one days in the case of the diseases specified under (c).

The certificates shall be individual ((of model 1) in the case of solipeds and cattle. They shall be collective (of model 2) in the case of sheep, goats, swine, and poultry ; but a certificate may apply only to animals of the same kind, consigned to the same recipient, and forming part of one and the same consignment.

The validity of the certificates is fixed at ten days. Should this period expire during transport, the animals must be subjected to a new inspection by a Government veterinary official, or veterinary official specially authorised by the Government for the purpose, in which case the certificates shall have a further validity of ten days ; the results of such inspection shall be attested on the certificate. Should the period expire during the transit of the animals through the territories of a third country, the validity of the certificates shall be deemed to be prolonged until the arrival of the animals at the frontier of the country to which they are consigned.

The results of the inspection, and the grounds for the extension of the validity of the certificate, are to be shown on the certificate.

The said certificates shall be drawn up in accordance with the models attached to the present Convention (models 1 and 2).

In the case of transport by rail or by boat, the animals must be inspected before loading by a Government veterinary official or veterinary official specially authorised by the Government for the purpose. The result of such inspection is to be shown on the certificates.

Article 3.

The fact that rabies have been reported in the locality of origin shall not preclude the delivery of the certificate of origin and health, for which provision is made in Article 2.

Similarly the fact that sporadic cases of anthrax, glanders, red murrain, or hemorrhagic septicemia have been reported shall not preclude the delivery of the certificate ; but the latter must make mention of the cases reported.

The fact that mange in sheep or goats has been reported shall not preclude the delivery of the certificate for solipeds, and vice-versa.

Article 4.

Products of animal origin in fresh condition must be accompanied by a certificate of origin and wholesomeness, before they can be admitted to import ; the certificate must be such as to make it possible to identify the products, and must contain a declaration to the effect that they are derived from animals immune from contagious diseases.

Such certificate is not required for products of animal origin, which have been subjected to a form of treatment considered as an adequate safeguard from the veterinary standpoint (drying, salting, arsenical treatment, washing, disinfection).

De même, seront admis à l'importation sans certificat et ne seront pas soumis à des restrictions pour des raisons de police vétérinaire les produits dérivés du lait (fromage, beurre), ainsi que les œufs.

Article 5.

Pour être admises à l'importation, les viandes fraîches, réfrigérées, congelées ou conservées par d'autres procédés, les graisses, saindoux et tous les produits carnés destinés à l'alimentation doivent être accompagnés d'un certificat délivré par un vétérinaire d'Etat ou dûment autorisé par l'Etat, attestant que les animaux dont ils proviennent ont été soumis à la visite vétérinaire avant et après l'abatage et que les viandes ont été reconnues saines et bonnes pour l'alimentation humaine.

Pour les viandes conservées ou préparées le certificat doit attester, en outre, qu'elles ne contiennent aucune substance dont l'utilisation est prohibée par la réglementation du pays destinataire.

Les viandes fraîches ou conservées par un procédé frigorifique devront être présentées au contrôle vétérinaire à l'importation dans les conditions suivantes :

- a) Viande de bœuf : animaux entiers, dépouillés ou non, divisés par moitiés ou par quartiers ;
- b) Viande de mouton et de chèvre : animaux entiers, dépouillés ou non, ou divisés par moitiés ;
- c) Viande de porc : animaux entiers, ou divisés par moitiés, avec ou sans le lard ; celui-ci peut-être importé séparément.

L'épluchage (excision d'une partie quelconque ou grattage des séreuses) ou l'enlèvement de ganglions entraîne le refoulement en tous les cas.

Article 6.

Les transports qui ne répondent pas aux exigences qui précèdent, ainsi que les animaux que le vétérinaire, lors de sa visite à la frontière, reconnaît atteints, contaminés ou suspects de l'une des maladies contagieuses dont la déclaration est obligatoire, seront admis à condition d'être abattus immédiatement dans la station frontière, ou bien au lieu de débarquement ou, si cela n'était pas possible, dans la localité qui sera désignée par l'autorité vétérinaire. Quant à l'utilisation des viandes et des produits des animaux ainsi abattus, on appliquera le traitement en vigueur pour les animaux indigènes atteints ou suspects de maladies contagieuses.

Le vétérinaire frontière notera sur le certificat d'origine et de santé le motif de la destination des animaux à l'abatage et signera sa déclaration ; ce certificat, accompagné d'un procès-verbal des faits constatés et des dispositions adoptées, sera transmis par le susdit vétérinaire à l'autorité centrale de son pays ; celle-ci en donnera communication au pays d'origine.

La constatation, après l'entrée des animaux sur le territoire du pays destinataire, de l'une des maladies contagieuses considérées dans la présente convention, sera consignée dans un procès-verbal rédigé par un vétérinaire d'Etat ou dûment autorisé par l'Etat ; le texte de ce procès-verbal sera communiqué tout de suite par l'autorité compétente au pays d'origine.

Article 7.

Si la peste bovine est constatée sur le territoire de l'une des Parties contractantes, l'autre Partie aura le droit de prohiber ou de limiter, aussi longtemps que dure le danger de contagion, l'importation des ruminants, des porcs, des produits d'origine animale et, en général, de tous les produits pouvant servir de véhicule à la contagion.

Milk products (cheese, butter) and eggs shall also be admitted to import without certificate, and shall not be subjected to veterinary police restrictions.

Article 5.

Fresh, chilled, frozen, or other forms of preserved meats, fat, lard, and all meat products intended for food, must be accompanied by a certificate delivered by a Government veterinary official or official duly authorised by the Government for the purpose, before they can be admitted to import; such certificate must attest that the animals, from which the products are derived, have been inspected before and after slaughter, and that the meat has been found wholesome and suitable for human consumption.

In the case of preserved or prepared meat, the certificate must further attest that it contains no substance prohibited by the regulations of the country to which they are consigned.

Fresh meat or meat preserved by a refrigerating process must be submitted for veterinary inspection on importation in the following forms:

- (a) Beef: entire carcasses, with or without the hides, or halves or quarters of the carcasses;
- (b) Mutton and goatsmeat: the entire carcasses, with or without the hides, or halves, of the carcasses;
- (c) Pork: the entire carcasses, or halves thereof, with or without the lard; the latter may be imported separately.

Cleaning (excision of any part or scraping of the serous glands) or the removal of ganglia will involve rejection in all cases.

Article 6.

Consignments which do not comply with the above requirements, and animals which the veterinary official on inspection at the frontier regards as infected or contaminated, or suspect of infection or contamination, by a notifiable contagious disease, shall be admitted on condition of being immediately slaughtered at the frontier station or place of unloading or, if that is not possible, in a place to be determined by the veterinary authority. The use to be made of the meat and products of the animals thus slaughtered shall be determined by the regulations applicable to animals of the importing country infected or suspect of infection by contagious diseases.

The veterinary official at the frontier shall note on the certificate of origin and health the reasons for slaughter of the animals, and shall sign his statement; the certificate, together with a minute of the facts and the measures taken, shall be transmitted by the said veterinary official to the central authority of his own country; the latter shall communicate it to the country of origin.

Should any of the contagious diseases to which the present Convention relates, reported after the entry of the animals into the country to which they are consigned, the fact shall be recorded in a minute drawn up by a Government veterinary official, or a veterinary official duly authorised by the Government for the purpose; the text of such minute shall be communicated at once by the competent authority to the country of origin.

Article 7.

Should the existence of cattle plague be reported in the territories of one of the Contracting Parties, the other Party shall be entitled to prohibit or to limit, for as long as the danger of contagion lasts, the importation of ruminants, swine, products of animal origin or, in general, any products liable to carry the contagion.

Article 8.

Si, du fait du trafic des animaux, une des maladies épizootiques prévues par cette convention venait à être importée du territoire de l'une des Hautes Parties contractantes à celui de l'autre, ou bien si l'une de ces maladies revêtait un caractère menaçant dans le territoire de l'une des Parties, l'autre aura le droit de limiter ou de prohiber, aussi longtemps que durera le danger, l'importation des animaux appartenant aux espèces exposées à la maladie, en provenance des territoires envahis ou menacés. Dans ces mêmes conditions, la limitation ou la prohibition d'importation pourra s'étendre aux produits d'origine animale ou capables de servir de véhicule à la contagion.

Ces limitations ou prohibitions d'importation ne pourront s'appliquer qu'aux territoires envahis par la maladie et aux territoires limitrophes. On considère comme territoire : en Roumanie, les départements et, en Italie, les provinces.

L'importation ne peut être prohibée dans les cas de charbon bactérien, de charbon bactérien, de septicémie hémorragique, rage, morve, rouget du porc, tuberculose et gale.

La durée de la période de danger de contagion pour les maladies envisagées à l'article 2, lettres a), b), c), à l'exception de la peste bovine, sera limitée aux périodes prévues au même article. Cette durée sera calculée à partir du jour de la déclaration officielle qui établira la disparition de la maladie.

Article 9.

Chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à publier le 1^{er} et le 15 de chaque mois, un bulletin, qui, aussitôt publié, sera directement transmis à l'autre Partie contractante ; il sera rédigé d'une manière uniforme et de façon à démontrer l'état des épizooties dans les territoires administratifs des communes et des provinces pour l'Italie et des communes et des départements pour la Roumanie.

Article 10.

Lorsque, sur le territoire de l'une des Hautes Parties contractantes, on constate la peste bovine ou la péripneumonie des bovins ou bien la fièvre aphteuse, sous une forme maligne, avec mortalité élevée, l'autorité centrale vétérinaire de l'autre Partie contractante sera immédiatement et directement informée par voie télégraphique.

Article 11.

Si un désaccord venait à se produire entre les deux Hautes Parties contractantes, sur l'application de la présente convention, il sera procédé à la nomination, sur la demande de l'une des Parties, d'une commission mixte dont l'avis sera équitablement apprécié dans la décision à adopter.

Chacune des Hautes Parties contractantes nommera deux membres pour faire partie de la commission, laquelle aura le droit de s'adjoindre un cinquième membre dans le cas où l'accord ne pourrait s'établir.

Lors de la première réunion exigeant la désignation d'un cinquième membre, celui-ci sera choisi parmi les nationaux de l'une des Parties contractantes, désignée par le sort ; dans la réunion suivante, il sera choisi parmi les nationaux de l'autre Partie, et ainsi de suite, alternativement.

Article 8.

Should one of the epizootic diseases to which this Convention relates be imported, owing to the trade in animals, from the territories of either Contracting Party into those of the other, or should one of the said diseases assume a threatening character in the territories of either Contracting Party, the other Party shall be entitled to limit or prohibit, for so long as the danger lasts, the importation of animals of the kinds exposed to the disease coming from the districts affected or threatened. Such limitation or prohibition of imports may, under the same conditions, be extended to products of animal origin or products liable to carry the contagion.

Such limitations or prohibitions of imports may only apply to districts infected by the disease, or neighbouring districts. The term districts is understood to mean departments in the case of Roumania and provinces in the case of Italy.

Importation may not be prohibited in the case of anthrax, hemorrhagic septicaemia, rabies, glanders, red murrain of swine, tuberculosis and mange.

The duration of the period of danger of contagion in the case of the diseases to which Article 2 (*a*), (*b*) and (*c*) relates, with the exception of cattle plague, shall be limited to the periods specified in the said Article. Such periods shall be calculated from the day of the official declaration notifying the disappearance of the disease.

Article 9.

Each of the High Contracting Parties undertakes to publish on the 1st and 15th of each month a bulletin, which will be transmitted direct to the other Contracting Party immediately on publication; the said bulletins shall be drawn up in a uniform manner, and shall show the position in regard to epizootic diseases within the administrative territories of communes and provinces, in the case of Italy, and of communes and departments in the case of Roumania.

Article 10.

When the existence of cattle plague or peripneumonia of cattle, or of a malignant form of foot-and-mouth disease with high mortality, is reported in the territories of one of the Contracting Parties, the central veterinary authority of the other Party shall be immediately and directly informed by telegraph.

Article 11.

In the event of a dispute arising between the two High Contracting Parties with regard to the execution of the present Convention, a Mixed Commission shall be appointed, on the demand of one of the Parties, and its opinion shall receive due consideration in arriving at a decision.

Each of the Contracting Parties shall appoint two members of the Commission, which shall be entitled to add a fifth member in the event of agreement proving unattainable.

At the first meeting for the appointment of a fifth member, the latter shall be chosen from the nationals of one of the Contracting Parties, designated by lot; at the next meeting he shall be chosen from the nationals of the other Party, and so on, alternately.

Article 12.

La présente convention, qui concerne exclusivement les territoires métropolitains des Hautes Parties contractantes, entrera en vigueur un mois après l'échange des ratifications qui aura lieu à Rome.

Elle suivra le sort du traité de commerce conclu à la date d'aujourd'hui entre l'Italie et la Roumanie.

ROME, le 25 février 1930.

(L. S.) MUSSOLINI.

(L. S.) V. MADGEARU.

PROTOCOLE FINAL

Au moment de procéder à la signature de la Convention sanitaire vétérinaire conclue en date de ce jour, les plénipotentiaires soussignés, désireux de préciser et de compléter ces dispositions, sont convenus de ce qui suit :

1. Les importations effectuées du territoire de l'une des Hautes Parties contractantes sur le territoire de l'autre ne seront soumises à aucune autorisation préalable. Les précautions sanitaires que chacune des Hautes Parties jugera opportun d'adopter relativement aux animaux vivants les volailles y comprises, accompagnés de certificats sanitaires et trouvés sains lors du passage à la frontière, seront, sur leur propre territoire, limitées au minimum indispensable. La durée de la période d'observation à laquelle les animaux pourront être soumis ne pourra excéder six jours calculés depuis le jour de la visite vétérinaire à la frontière.

Pour les transports par voie de mer, les six jours seront calculés du jour de l'embarquement.

Pour les moutons qui ne sont pas destinés à l'abatage dans les ports de débarquement ou dans un abattoir directement raccordé avec la voie ferrée, la période d'observation pourra être de quinze jours.

Les dispositions qui précèdent ne mettront pas obstacle aux dispositions prévues ou à prévoir pour le diagnostic de la morve chez les équidés et de la tuberculose chez les bovidés.

2. Les dispositions de la présente convention seront applicables aux animaux originaires des territoires des Hautes Parties contractantes pour le transit à travers le territoire de l'une ou l'autre Partie, à cette condition que le pays destinataire prend l'engagement de ne refouler en aucun cas les animaux expédiés en transit. Si le transit exigeait le traversée d'autres pays, l'autorisation du passage en toutes les conditions devrait être préalablement obtenus des divers pays traversés

3. Le transit de la viande fraîche, conservée ou préparée, des matières premières d'origine animale transportées du territoire d'une Partie contractante à travers le territoire de l'autre Partie, par voie ferrée dans des wagons fermés et plombés ou par bateau, sera admis aux mêmes conditions que l'importation et sans que soit exigé aucun engagement préalable d'acceptation des pays éventuellement traversés et du pays destinataire.

Les expéditions faites directement à la destination d'abattoirs raccordés à la voie ferrée ne seront pas soumises à la période d'observation prévue au paragraphe premier du protocole final. Les Hautes Parties contractantes se communiqueront réciproquement la liste des abattoirs raccordés à la voie ferrée possédant les aménagements sanitaires requis.

4. Les bureaux de douane désignés pour le trafic des animaux seront dotés d'installations permettant d'assurer, en des conditions pleinement satisfaisantes, les opérations du service vétérinaire.

5. L'application des dispositions prévues à l'article 6 de la présente convention, sera limitée aux animaux qui auront été exposés à un contact direct ou indirect avec un animal malade ou suspect. Seront notamment considérés comme suspects de contamination les animaux ayant

Article 12.

The present Convention, which relates exclusively to the home territories of the High Contracting Parties, shall come into force one month after the exchange of ratifications, which shall take place in Rome.

It shall be dependent on the Commercial Treaty concluded on this day between Italy and Roumania.

ROME, February 25, 1930.

(L. S.) MUSSOLINI.

(L. S.) V. MADGEARU.

FINAL PROTOCOL.

When proceeding to sign the Veterinary Convention concluded this day, the undersigned Plenipotentiaries, being desirous of further amplifying and defining its provisions, have agreed as follows:

1. Imports from the territories of one of the Contracting Parties into the territories of the other shall not be subject to any previous authorisation. The sanitary precautions which either Contracting Party thinks fit to adopt with regard to livestock, including poultry, accompanied by sanitary certificates and found healthy on passing the frontier, shall be limited in the territories of such Party to the indispensable minimum. The duration of the period of observation, to which animals may be subjected, may not exceed six days calculated from the day of the frontier veterinary inspection.

In the case of transport by sea, the six days shall be calculated from the day of loading.

In the case of sheep not intended for slaughter at the ports of unloading or in a slaughterhouse directly connected with the railway, the period of observation may be fifteen days.

The above provisions shall not preclude any measures which have been or may be taken for diagnosing glanders in horses, or tuberculosis in cattle.

2. The provisions of the present Convention shall be applicable to animals having their origin in the territories of one of the Contracting Parties in transit through the territory of the other Party, provided always that the country of destination undertakes in no case to reject the animals so consigned. If the transit involves the crossing of other countries, authority for such passage under all conditions must first be obtained from the countries traversed.

3. The transit of fresh, preserved or prepared meat, and of raw materials of animal origin transported from the territories of one Contracting Party through the territories of the other Party, by rail in closed and sealed trucks or by boat, shall be allowed on the same terms as in case of importation, and no previous undertaking shall be required from countries of transit or destination, that they will accept the consignments.

Consignments direct to slaughter-houses connected up with the railway shall not be subjected to the period of observation for which provision is made in the first paragraph of the Final Protocol. The Contracting Parties shall communicate to each other the list of slaughter houses connected up with the railway equipped with the requisite sanitary arrangements.

4. Customs-houses designated for the traffic in livestock shall be so equipped as to enable all veterinary inspections to be satisfactorily carried out.

5. The measures provided in Article 6 of the present Convention shall only be applied to animals which have been exposed to direct or indirect contact with a diseased or suspect animal. In particular, animals will be considered as suspect of contamination if they have been in the same

séjourné dans le même wagon ou le même bateau avec des animaux malades ou suspects ; ceux qui ont été en contact pendant le chargement ou le déchargement avec des animaux malades ou suspects ; ceux qui ont été exposés à une contagion indirecte par le passage dans les locaux, sur des quais ou passerelles non désinfectés, etc.

6. En rapport aux dispositions prévues à l'article 7 de la présente convention, il est entendu que, si le territoire de l'une des deux Hautes Parties contractantes est menacé par l'existence de la peste bovine dans les pays limitrophes près de sa frontière, l'autre Partie aura le droit, tant que durera le danger de la contagion, de prohiber l'importation des animaux et des produits pouvant servir de véhicule à l'infection, provenant de la zone frontière menacée, pour une profondeur de 30 kms. le long de ladite frontière qui, dans des circonstances exceptionnelles, pourra être étendue jusqu'à 50 kms. La profondeur de cette zone pourra de même être réduite par accord entre les deux Hautes Parties contractantes.

L'importation par voie de mer, du territoire de l'une des Hautes Parties contractantes dans celui de l'autre pourra être prohibée ou soumise à l'observation de conditions spéciales dans le cas où la peste bovine existerait dans le rayon de 100 kms. autour du port ou des ports touchés par le bateau transportant les animaux.

7. Les chevaux de course, les chevaux destinés aux concours ou aux épreuves sportives, pourront être admis à l'importation, s'ils sont, accompagnés au lieu et place du certificat prévu par cette convention, d'un certificat délivré par les présidents des sociétés hippiques dont la liste aura été notifiée à l'autre par chacune des Hautes Parties contractantes. Ce certificat devra porter le timbre et le visa du club ou de la société et contenir le nom et domicile du propriétaire, le signalement exact de l'animal, sa provenance et le lieu de destination, ainsi que la déclaration d'un vétérinaire de l'Etat ou autorisé par l'Etat attestant la bonne santé de l'animal et déclarant que l'établissement d'où il provient est indemne de maladies contagieuses.

8. Les certificats établis conformément à la présente convention devront être rédigés dans la langue du pays qui les délivre et porter une traduction interlinéaire dans la langue de l'autre pays.

9. La désinfection des wagons ayant servi au transport des animaux, des bateaux, quais, passerelles, etc., effectuée suivant les règlements en vigueur sur le territoire de l'une des Hautes Parties contractantes, sera reconnue valable par l'autre Partie.

10. Il est spécifié que les dispositions de la présente convention pourront être étendues, s'il y a lieu, par un nouvel accord entre les Hautes Parties contractantes, et d'autres maladies, connues ou inconnues à l'heure actuelle, et dont la transmission pourrait être légitimement redoutée.

11. Les communications urgentes relatives à l'application de la présente convention pourront être échangées directement par les autorités sanitaires vétérinaires de chacune des Hautes Parties contractantes ; copie en sera transmise par la voie diplomatique.

Le présent protocole, qui sera considéré comme approuvé et sanctionné par les Parties contractantes, sans autre ratification spéciale, par le seul fait de l'échange des ratifications de la convention à laquelle il se rapporte, a été dressé, en double expédition à Rome, le 25 février 1930.

MUSSOLINI.

V. MADGEARU.

Copie certifiée conforme :

Rome, le.....

Le Ministre des Affaires étrangères d'Italie,

Grandi.

Pour copie conforme :

Le Président du Conseil,

Ministre des Affaires étrangères de Roumanie. :

G. G. Mironescu.

truck or ship with diseased or suspect animals, or have been in contact during loading or unloading with diseased or suspect animals, and animals which have been exposed to indirect contagion by passing over places or platforms or bridges which have not been disinfected, and the like.

6. With regard to the provisions of Article 7 of the present Convention, it is understood that, if the territories of one of the two High Contracting Parties should be threatened by the existence of cattle plague in the districts near its frontier, the other Party will have the right, for so long as the danger of contagion continues, to prohibit the import of animals and products liable to carry the infection arriving from the threatened frontier zone to a depth of 30 kilometres along the said frontier. This depth may in exceptional circumstances be extended to 50 kilometres, or it may be reduced by agreement between the two High Contracting Parties.

Imports by sea from the territories of one of the Contracting Parties into those of the other may be prohibited or subjected to the observance of special conditions in cases where cattle plague exists within a radius of 100 kilometres from the port or ports touched by the boat transporting the animals.

7. Race-horses, and horses intended for competitions or sporting contests may be admitted to import, if accompanied by a certificate delivered by the Presidents of the Sociétés Hippiques, in lieu of the certificate for which this Convention provides ; the list of such societies shall previously be notified by the High Contracting Party concerned to the other. The certificate must bear the stamp and visa of the club or society, and contain the name and domicile of the proprietor, an exact description of the animal, its place of origin and place of destination, together with the declaration of a Government veterinary official, or veterinary official authorised by the Government, attesting that the animal is healthy and that the establishment it comes from is free from contagious disease.

8. Certificates drawn up under the present Convention must be in the language of the country issuing them, with an inter-linear translation in the language of the other country.

9. The disinfection of trucks which have served for the transport of animals, boats, platforms, bridges, etc., if carried out in accordance with the regulations in force in the territories of one of the Contracting Parties, shall be recognised as effective by the other Party.

10. It is agreed that the provisions of the present Convention may be extended, if necessary, by a new agreement between the High Contracting Parties, to other diseases, whether known or unknown at the present time, the transmission of which may legitimately be apprehended.

11. Urgent communications with regard to the execution of the present Convention may be exchanged directly between the veterinary authorities of the respective Contracting Parties ; copies of such communications shall be transmitted through this diplomatic channel.

The present Protocol, which shall be considered as approved and sanctioned by the Contracting Parties without other special ratification, by the sole fact of the exchange of ratifications of the Convention to which it relates, has been drawn up in duplicate in Rome on February 25, 1930.

MUSSOLINI.

V. MADGEARU.

